

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Emilio-Eduardo-Massera>

Emilio Eduardo Massera .

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine - Personnages -

Date de mise en ligne : jeudi 30 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pays : Argentine

lieu du procès : Argentine

Statut : Condamné, amnistié, inculpé

Fonction : Amiral, commandant de la marine

Emilio Eduardo Massera est né à Parana, en Argentine, le 19 octobre 1925.

Il entreprend des études à l'Ecole de la Marine Militaire le 2 février 1942 qu'il achève au mois de décembre 1946. Il poursuivra ses études au Collège Interaméricain de Défense à Washington, où il se formera notamment à la « guerre antisubversive ».

Emilio Massera devient ensuite commandant de la frégate ARA Libertad puis, commandant de la flotte. Le 23 août 1974, sous la dernière présidence de Peron, il obtient le grade d'amiral et devient commandant en chef de la marine. Il occupera ces fonctions jusqu'au mois de septembre 1978.

Le 24 mars 1976, une junte militaire, dirigée par Jorge R. Videla s'empare du pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat. Elle dirigera le pays jusqu'au 10 décembre 1983. La junte se compose dans un premier temps de Videla, du commandant de la marine, l'amiral Emilio E. Massera et du commandant des forces aériennes, le Brigadier-général Ramon Agosti. Massera restera au sein de la junte jusqu'au 16 septembre 1978.

Au cours de ce qui sera qualifié de « guerre sale », les militaires argentins s'attachent à nettoyer le pays des guérillas et d'éradiquer ce que la junte appelle la « pensée subversive » ainsi que les « terroristes », à savoir « toute personne qui propage des idées contraires à la civilisation occidentale et chrétienne ». Au cours des années qui suivent, les militaires assassinent ou font disparaître 30.000 personnes. Parallèlement, quelques 500.000 opposants au régime se voient contraints à l'exil, pour échapper à la répression.

Plusieurs centaines de centres de détention secrets sont ouverts dans tous le pays, le plus tristement célèbre étant l'Escuela Superior de Mecanica de la Armada, l'ESMA, à Buenos Aires dont Massera est le responsable. La torture y est pratiquée de manière systématique. C'est là aussi que de nombreux prisonniers sont assassinés et disparaissent. Les jeunes femmes détenues qui accouchent dans ces centres se voient retirer leurs enfants qui sont placés dans des familles de militaires, après falsification de documents.

Enfin, au cours de l'année 1983, le régime militaire, affaibli par sa cuisante défaite face à la marine britannique dans la guerre des Malouines, cède la place à un gouvernement civil démocratiquement élu avec pour président le radical Raul Alfonsín.

Massera et la loge P2

Le nom de Massera figurait sur la liste des 963 membres que la police italienne trouva en 1981 en investigant les actions de la loge pseudo-maçonique **Propaganda Due** , et dont d'autres membres avaient été Juan Perón, José López Rega et de nombreux hommes politiques italiens dont Silvio Berlusconi. La loge, depuis lors déclarée illégale par le gouvernement italien et dissoute depuis lors, était sous la direction de Licio Gelli, un ancien agent de Mussolini pendant la Seconde Guerre mondiale, chargé peu après par la CIA de la maintenance d'un réseau clandestin d'opérations anticomunistes en Europe, le « **Gladio** ». Gelli aurait connu Massera grâce à un certain Carlos Alberto Corti, capitaine de la flotte militaire argentine et confident de Massera. Gelli utilisa Massera pour garantir de juteux contrats multimillionnaires en dépenses d'équipements militaires et d'armements de la junte argentine -6.000 millions de dollars américains en deux ans -. Gelli s'assura également ainsi du contrôle d'une partie de la presse grâce à l'achat d'une partie des éditions italiennes Rizzoli et des éditions argentines Editorial Abril. En échange le dit Gelli

aurait facilité les relations de Massera avec le Vatican et les Etats-Unis, et fourni les moyens pour canaliser en lieu sûr à l'étranger l'argent obtenu par la corruption et les malversations du Trésor public.